

Face à la colère

des Français.es et à l'incapacité d'Emmanuel Macron de proposer des solutions décentes, le Parti Socialiste propose un chemin pour la sortie de crise

La colère s'est faite jour en France sous la forme de manifestations spontanées reconnaissables aux gilets jaunes portés par les manifestants. Si peu de Français.es sont au final sur les barricades, ils représentent néanmoins une grande majorité d'entre eux. Presque 6 Français.es sur 10 soutiennent ce mouvement.

Cette colère a une origine. Elle provient du mépris du Gouvernement et d'Emmanuel Macron face à la détresse des plus fragiles : suppression de 5 euros par mois des APL pour les étudiants, hausse de la CSG pour les retraités qui a rogné le pouvoir d'achat de 14 millions de retraités, hausse du coût de l'énergie de plus 11,3% sur un an et une série de mesures qui rendent la vie des Français.es plus difficile comme le durcissement du contrôle technique.

Résultat ? Les plus précaires font le plus gros de l'effort quand les plus riches eux, reçoivent les cadeaux fiscaux de la flat tax et de la suppression de l'ISF pour 4,5 milliards d'euros rien qu'en 2018 !

Face à la colère légitime des Français.es, les socialistes proposent une réponse en deux points. Tout d'abord, une proposition de loi a effet immédiat qui assurerait d'abord un retour à l'équité fiscale et la préservation du pouvoir d'achat des ménages, en particulier les plus fragiles, malmenés depuis 18 mois. Ensuite, nous proposons la constitution d'**États Généraux du pouvoir d'achat** de manière à trouver rapidement des solutions pérennes permettant d'assurer un niveau de subsistance décent à tout.es les Français.es.

Au-delà, nous demandons au Gouvernement d'arrêter la politique outrancièrement libérale qui nuit au contrat social. Cette crise n'est pas qu'une crise du pouvoir d'achat et une réponse institutionnelle doit être apportée. Les socialistes et particulièrement leurs parlementaires, à l'Assemblée nationale et au Sénat, y travaillent. Nous serons aux côtés des Français.es dans leur quête de démocratie et signerons, s'il le fallait, la motion de censure rassemblant les forces de Gauche.



Rejoignez le Parti socialiste !

www.parti-socialiste.fr • www.adherer.net

Les 9 propositions des socialistes :

1) Réinstauration de l'impôt sur la fortune (ISF) pour rétablir la justice fiscale dans notre pays.

2) Annulation de la nouvelle hausse des taxes sur les carburants, le fioul domestique et le gaz, prévue pour le 1er janvier 2019.

3) Permettre aux Français de mieux faire face à leurs dépenses énergétiques et de transport. Il propose une **nouvelle version du chèque énergie.**

4) Augmentation de la prime d'activité, avec l'objectif que son montant atteigne 180 euros/mois pour les personnes au niveau du SMIC.

5) Indexation des retraites de base sur l'inflation.

6) Limitation de la hausse de la CSG aux seules pensions équivalentes à plus de 3000 euros/mois pour un retraité célibataire.

7) Renforcement des compétences du Conseil national de la transition énergétique, en lui demandant notamment d'évaluer l'impact de la fiscalité écologique sur les Français, selon leur niveau de revenus, par le biais d'un indicateur « de partage de l'effort en matière de transition énergétique ».

8) Augmentation de la fiscalité sur les revenus mobiliers, comme les dividendes pour assurer le financement des mesures de cette proposition de loi.

9) Entrée en vigueur immédiate de la proposition de loi au 1er janvier 2019.

UN PRÉSIDENT DES RICHES...

**LES 500 000 FOYERS
LES PLUS RICHES ONT REÇU**

3,2 milliards/an
Transformation de l'ISF en IFI

1,3 milliard/an
Mise en place du PFU

70 millions/an
Suppression possible de l'Exit Tax en 2019

POUR L'ENSEMBLE DES AUTRES MÉNAGES

3 milliards
Baisse de la taxe d'habitation en 2018

3,3 milliards
Baisse des cotisations salariales

500 millions/an
Revalorisation des minima sociaux

Source : <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2018/Pbrief30.pdf>

...QUI S'EN PREND AUX PLUS PAUVRES

4,5 milliards
Hausse de la CSG pour les retraités et les fonctionnaires

1,7 milliards
Baisse des APL

1,5 milliards
Suppression de 260 000 emplois aidés

380 millions
Gel des pensions des retraités

200 millions
+10% d'augmentation du forfait hospitalier

Rejoignez le Parti socialiste !